



PRÉFET DE LA SOMME

Direction départementale des territoires et de la mer

Service de l'environnement et du littoral

Bureau police de l'eau

Amiens, le 11 juillet 2018

Dossier suivi par : marc PALFART  
Tel : 03 22 97 20 19 – Fax : 03 22 97 23 08  
Courriel : [marc.palfart@somme.gouv.fr](mailto:marc.palfart@somme.gouv.fr)

La Responsable du bureau de la police de l'eau,

Monsieur,

Par courrier en date du 9 juillet 2018, vous avez déposé un dossier de déclaration concernant :

**la mise en oeuvre d'un programme de restauration et d'entretien de la rivière Selle et de ses affluents**  
**sur le territoire de la commune de Amiens, Bacouel sur Selle, Bergicourt, Blangy-sous-Poix, Contre, Conty (dont Wailly), Courcelles-sous-Thoix, Equennes-Eramécourt, Famechon, Fleury, Fossemanant, Frémontiers, Guizancourt, Lachapelle-sous-Poix, Loeuilly, Monsures, Nampty, Neuville-les-Loeuilly, Plachy-Buyon, Poix-de-Picardie (dont Lahaye-Saint-Romain), Pont-de-Metz, Prouzel, Saleux, Salouel, Saulchoy-sous-Poix, Thieulloy-la-Ville, Thoix, Tilloy-les-Conty, Velennes et Vers-sur-Selle.**

dossier enregistré sous le numéro : **80-2018-00176** et déclaré complet le 11 juillet.

Vous trouverez ci-joint le récépissé de déclaration relatif à cette opération.

J'attire votre attention sur le fait, sauf accord formel préalable, qu'il vous est **interdit de commencer cette opération avant le 9 septembre 2018, délai imparti à l'administration pour faire une éventuelle opposition motivée à votre déclaration** conformément à l'article R. 214-35 du code de l'environnement.

Durant ce délai il peut également vous être demandé des compléments sur le fond au titre de la régularité de votre dossier, ou des prescriptions spécifiques éventuelles peuvent vous être imposées.

Passé ce délai, en l'absence de réaction de l'administration, un accord tacite est donné à votre déclaration en application de l'article R. 214-35 du code de l'environnement.

Par ailleurs vous trouverez également l'arrêté de prescriptions générales qu'il vous appartient de respecter compte tenu des rubriques concernées par votre opération.

Monsieur Audoin DE L'EPINE

Président de l'association syndicale autorisée de la rivière Selle et affluents

Association syndicale autorisée de la rivière Selle et affluents

34, rue du stade

80160 Prouzel



La mise en service de l'installation, la construction des ouvrages, l'exécution des travaux, et l'exercice de l'activité, objets de votre déclaration, doivent intervenir dans un délai de 3 ans à compter de la date du présent récépissé.

A défaut, en application de l'article R. 214-51 du code de l'environnement, sauf cas de force majeure ou demande justifiée et acceptée de prorogation de délai, votre déclaration sera caduque.

En cas de demande de prorogation de délai, celle-ci sera adressée au préfet, dûment justifiée, au plus tard deux mois avant l'échéance ci-dessus.

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de ma considération distinguée.

Aurélie SAISOU



PRÉFET DE LA SOMME

**RECEPISSE DE DÉPÔT DE  
DOSSIER DE DECLARATION**  
concernant

la réalisation d'un programme de restauration et d'entretien de la rivière Selle et de ses affluents  
COMMUNE DE amiens, bacouel sur selle,  
bergicourt, blangy-sous-poix, contre, conty  
(dont wailly), courcelles-sous-thoix, equennes-  
eramecourt, famechon, fleury, fossemanant,  
frémontiers, guizancourt, lachapelle-sous-poix,  
loeuilly, monsures, nampty, neuville-les-loeuilly,  
plachy-buyon, poix-de-picardie (dont lahaye-  
saint-romain), pont-de-metz, prouzel, saleux,  
salouel, saulchoy-sous-poix, thieulloy-la-ville,  
thoix, tilloy-les-conty, velennes et vers-sur-  
selle.

Dossier n° 80-2018-00176

ATTENTION : CE RECEPISSE ATTESTE DE L'ENREGISTREMENT DE VOTRE  
DEMANDE MAIS N'AUTORISE PAS LE DÉMARRAGE IMMÉDIAT DES TRAVAUX.

**Le Préfet de la Somme**  
**Chevalier de la Légion d'Honneur**  
**Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

VU le code de l'environnement, et notamment les articles L. 211-1, L. 214-1 à L. 214-6 et R. 214-1 à R. 214-56 ;

VU le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) ;

VU le dossier de déclaration déposé au titre de l'article L. 214-3 du code de l'environnement considéré complet en date du 9 juillet 2018, présenté par l'association syndicale autorisée de la rivière Selle et affluents représentée par Monsieur Audoin DE L'EPINE enregistré sous le n°80-2018-00176 et relatif à la réalisation d'un programme de restauration et d'entretien de la rivière Selle et de ses affluents sur le territoire de la commune de Amiens, Bacouel sur Selle, Bergicourt, Blangy-sous-Poix, Contre, Conty (dont Wailly), Courcelles-sous-Thoix, Equennes-Eramecourt, Famechon, Fleury, Fossemanant, Frémontiers, Guizancourt, Lachapelle-sous-Poix, Loeuilly, Monsures, Nampty, Neuville-les-Loeuilly, Plachy-Buyon, Poix-de-Picardie (dont Lahaye-Saint-Romain), Pont-de-Metz, Prouzel, Saleux, Salouel, Saulchoy-sous-Poix, Thieulloy-la-Ville, Thoix, Tilloy-les-Conty, Velennes et Vers-sur-Selle;

**donne récépissé du dépôt de sa déclaration**  
**au pétitionnaire suivant :**

ASSOCIATION SYNDICALE  
AUTORISÉE DE LA RIVIÈRE  
SELLE ET AFFLUENTS  
34, RUE DU STADE  
80160 PROUZEL

concernant :

**la mise en oeuvre d'un programme de restauration et d'entretien de la rivière Selle et de ses  
affluents**

dont la réalisation est prévue dans les communes de Amiens, Bacouel sur Selle, Bergicourt, Blangy-sous-Poix, Contre, Conty (dont Wailly), Courcelles-sous-Thoix, Equennes-Eramecourt, Famechon, Fleury, Fossemanant, Frémontiers, Guizancourt, Lachapelle-sous-Poix, Loeuilly, Monsures, Nampty, Neuville-les-Loeuilly, Plachy-Buyon, Poix-de-Picardie (dont Lahaye-Saint-Romain), Pont-de-Metz, Prouzel, Saleux, Salouel, Saulchoy-sous-Poix, Thieulloy-la-Ville, Thoix, Tilloy-les-Conty, Velennes et Vers-sur-Selle.

Les ouvrages constitutifs à ces aménagements rentrent dans la nomenclature des opérations soumises à déclaration au titre de l'article L. 214-3 du code de l'environnement. La rubrique du tableau de l'article R. 214-1 du code de l'environnement concernée est la suivante :

Rubrique	Intitulé	Régime	Arrêtés de prescriptions générales correspondant
3.1.2.0	Installations, ouvrages, travaux ou activités conduisant à modifier le profil en long ou le profil en travers du lit mineur d'un cours d'eau, à l'exclusion de ceux visés à la rubrique 3.1.4.0, ou conduisant à la dérivation d'un cours d'eau : 1°) Sur une longueur de cours d'eau supérieure ou égale à 100 m (A), 2°) Sur une longueur de cours d'eau inférieure à 100 m (D)	Déclaration	Arrêté du 28 novembre 2007
3.1.5.0	Installations, ouvrages, travaux ou activités étant de nature à détruire les frayères, les zones de croissance ou les zones d'alimentation de la faune piscicole, des crustacés et des batraciens : 1°) Destruction de plus de 200 m <sup>2</sup> de frayères (A), 2°) Dans les autres cas (D)	Déclaration	Arrêté du 30 septembre 2014
3.2.1.0	Entretien de cours d'eau ou de canaux, à l'exclusion de l'entretien visé à l'art. L. 215-14 du code de l'environnement réalisé par le propriétaire riverain, des dragages visés à la rubrique 4.1.3.0 et de l'entretien des ouvrages visés à la rubrique 2.1.5.0, le volume des sédiments extraits étant au cours d'une année : 1°) Supérieur à 2000 m <sup>3</sup> (A) ; 2°) Inférieur ou égal à 2000 m <sup>3</sup> dont la teneur des sédiments extraits est supérieure ou égale au niveau de référence S1 (A), 3°) Inférieur ou égal à 2000 m <sup>3</sup> dont la teneur des sédiments extraits est inférieure au niveau de référence S1 (D)	Déclaration	Arrêté du 30 mai 2008

Le déclarant devra respecter les prescriptions générales définies dans les arrêtés dont les références sont indiquées dans le tableau ci-dessus.

**Le déclarant ne peut pas débuter les travaux avant le 9 septembre 2018**, correspondant au délai de deux mois à compter de la date de réception du dossier de déclaration complet durant lequel il peut être faite une éventuelle opposition motivée à la déclaration par l'administration, conformément à l'article R. 214-35 du code de l'environnement.

**Au cas où le déclarant ne respecterait pas ce délai**, il s'exposerait à **une amende** pour une contravention de 5<sup>ème</sup> classe d'un montant **maximum de 1 500 euros** pour les personnes physiques. Pour les personnes morales, ce montant est multiplié par 5.

Durant ce délai, il peut être demandé des compléments au déclarant si le dossier n'est pas jugé régulier, il peut être faite opposition à cette déclaration, ou des prescriptions particulières éventuelles peuvent être établies sur lesquelles le déclarant sera alors saisi pour présenter ses observations.

En l'absence de suite donnée par le service police de l'eau à l'échéance de ce délai de 2 mois, le présent récépissé vaut accord tacite de déclaration.

À cette échéance, conformément à l'article R.214-37, copies de la déclaration et de ce récépissé seront alors adressées aux mairies de Amiens, Bacouel sur Selle, Bergicourt, Blangy-sous-Poix, Contre, Conty (dont Wailly), Courcelles-sous-Thoix, Equennes-Eramecourt, Famechon, Fleury, Fossemanant, Frémontiers, Guizancourt, Lachapelle-sous-Poix, Loeuilly, Monsures, Nampty, Neuville-les-Loeuilly, Plachy-Buyon, Poix-de-Picardie (dont Lahaye-Saint-Romain), Pont-de-Metz, Prouzel, Saleux, Salouel, Saulchoy-sous-Poix, Thieulloy-la-Ville, Thoix, Tilloy-les-Conty, Velennes et Vers-sur-Selle où cette opération doit être réalisée, pour affichage et mise à disposition pendant une durée minimale d'un mois pour information. Ces documents seront mis à disposition du public sur le site internet de la préfecture de la SOMME durant une période d'au moins six mois.

Cette décision sera alors susceptible de recours contentieux devant le tribunal administratif territorialement compétent, conformément à l'article R. 514-3-1 du code de l'environnement, à compter de la date de sa publication ou de son affichage à la mairie par le déclarant dans un délai de deux mois à compter de la notification du récépissé et par les tiers dans un délai de un an à compter de l'affichage ou de la publication du récépissé. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage en mairie, le délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service.

Le service de police de l'eau devra être averti de la date de début des travaux ainsi que de la date d'achèvement des ouvrages et, le cas échéant, de la date de mise en service.

En application de l'article R. 214-51 du code de l'environnement, la mise en service de l'installation, la construction des ouvrages, l'exécution des travaux, et l'exercice de l'activité objets de votre déclaration, doivent intervenir dans un délai de 3 ans à compter de la date du présent récépissé, à défaut de quoi votre déclaration sera caduque.

En cas de demande de prorogation de délai, dûment justifiée, celle-ci sera adressée au préfet au plus tard deux mois avant l'échéance ci-dessus.

Les ouvrages, les travaux et les conditions de réalisation et d'exploitation doivent être conformes au dossier déposé.

L'inobservation des dispositions figurant dans le dossier déposé ainsi que celles contenues dans les prescriptions générales annexées au présent récépissé, pourra entraîner l'application des sanctions prévues à l'article R. 216-12 du code de l'environnement.

En application de l'article R. 214-40 du code de l'environnement, toute modification apportée aux ouvrages, installations, à leur mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant, à l'exercice des activités ou à leur voisinage et entraînant un changement notable des éléments du dossier de déclaration initiale doit être porté, **avant réalisation** à la connaissance du préfet qui peut exiger une nouvelle déclaration.

Les agents mentionnés à l'article L. 216-3 du code de l'environnement et notamment ceux chargés de la police de l'eau et des milieux aquatiques auront libre accès aux installations objet de la déclaration dans les conditions définies par le code de l'environnement, dans le cadre d'une recherche d'infraction.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Le présent récépissé ne dispense en aucun cas le déclarant de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

A Amiens, le 11 juillet 2018

La Responsable du bureau de la police de l'eau



Aurélie SAISOU

Les informations recueillies font l'objet d'un traitement informatique destiné à l'instruction de votre dossier par les agents chargés de la police de l'eau en application du code de l'environnement. Conformément à la loi « informatique et liberté » du 6 janvier 1978, vous bénéficiez d'un droit d'accès et de rectification des informations qui vous concernent. Si vous désirez exercer ce droit et obtenir une communication des informations vous concernant, veuillez adresser un courrier au guichet unique de police de l'eau où vous avez déposé votre dossier.

